

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER  
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Industrie  
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

St Cyr en Val, le 3 décembre 2009

Groupe de subdivisions du Loiret

Michel VUILLOT  
Directeur

**INSTALLATIONS CLASSEES**

-----

**Société SIDESUP**

à

**ENGENVILLE**

-----

**Prescriptions complémentaires de mise à jour,  
d'application de la directive IPPC  
et de recherche des substances dangereuses  
dans l'eau des rejets**

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement. Il présente les prescriptions complémentaires visant à mettre à jour les activités de cet établissement suite aux réductions des risques à la source réalisées et à renforcer les prescriptions applicables aux activités de la société SIDESUP, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement et à l'application des meilleures techniques disponibles pour les activités soumises à la directive européenne n° 2008/1/CE du 15 janvier 2008 dite "directive IPPC" relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution.

De plus, le projet d'arrêté préfectoral proposé prend en compte :

- l'application des directives européennes relatives à la réduction des substances dangereuses dans les rejets d'eaux industrielles et notamment la circulaire ministérielle de mise en œuvre de la 2<sup>ème</sup> phase en date du 5 janvier 2009 de recherche de ces substances ;
- les modifications portées par le pétitionnaire à son installation.

La société SIDESUP est spécialisée dans la fabrication de pellets pour l'alimentation animale à partir de luzerne et de pulpes de betteraves. Dans le cadre de la politique des énergies renouvelables, elle développe son activité sur le marché de la biomasse combustible pour les chauffages collectifs et individuels en produisant des granulés à partir de sciures de bois.

**I – CONTEXTE REGLEMENTAIRE**

La société SIDESUP exploite sur le territoire de la commune d'ENGENVILLE une installation de déshydratation avec stockage des produits finis issus de la granulation réalisée dans l'unité de production.

Certaines activités de cet établissement (rubriques ICPE : 2910 installations de combustion et 2260 traitements et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires à partir de substances végétales) entrent dans le champ d'application de la directive européenne n° 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (IPPC) transposée en droit français par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement.

Les catégories d'activités de la société SIDESUP visées à l'annexe I de la directive IPPC sont :

- catégorie 1-1 relative aux grandes installations de combustion dont la puissance thermique est supérieure à 50 MW (total de 56,580 MW) ;
- catégorie 6-4b relative aux traitements et à la transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires, à partir d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 t/j (fabrication saisonnière d'aliments pour bétail composés de pulpes de betteraves ou de luzerne, d'une capacité de 600 t/j, soit 2 mois de production de pellets à partir de pulpes de betteraves et 75 jours à partir de luzerne pour l'année 2008).

Le bilan de fonctionnement périodique présenté par l'exploitant permet à l'inspection de réexaminer de manière approfondie et régulière les effets et les performances des installations vis à vis des intérêts protégés par la législation des installations classées.

Il doit conduire l'inspection, lorsque l'évolution des techniques permet une réduction significative des impacts sur les intérêts précités, à proposer une actualisation des prescriptions, éventuellement assorties d'un échéancier d'application, par la voie d'un arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R.512-31 précité du code de l'environnement.

Les documents "BREF" (Best available techniques REference documents) élaborés par la commission européenne et définissant les meilleures techniques disponibles (MTD) pour certains secteurs d'activités définissent des niveaux d'émission associés à l'utilisation des meilleures techniques disponibles décrites.

Au niveau national, la définition complète du terme "meilleures techniques disponibles" ainsi que les considérations à prendre en compte lors de leur détermination ont été introduites dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ainsi que dans l'arrêté du 29 juin 2004, en reprenant les termes exacts de la directive IPPC.

Les valeurs limites d'émissions des arrêtés ministériels n'étant pas systématiquement basées sur ces niveaux d'émission, ces derniers doivent être pris en compte lors de la définition des prescriptions imposées aux installations à l'issue de l'examen du bilan de fonctionnement.

D'autre part, cet établissement entre dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) définie par la circulaire ministérielle du 5 janvier 2009 en application des directives européennes 76/644/CEE, 2000/60/CE et 2008/105/CE.

Cette circulaire prévoit de mettre à jour l'ensemble des arrêtés préfectoraux des installations soumises à autorisation ayant des rejets dans l'eau afin de prescrire :

- une surveillance initiale des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu) ;
- la remise d'un rapport d'analyses par l'exploitant qui permettra de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site ;
- une surveillance pérenne des substances qui seront jugées comme pertinentes au vu des résultats de la surveillance initiale ;
- la réalisation par l'exploitant d'une étude technico-économique accompagnée d'un échéancier de réduction ou suppression des émissions de certaines substances pertinentes ;
- la remise par l'exploitant d'un rapport d'analyses qui permettra de déterminer quelles substances doivent être abandonnées suite, notamment, à une amélioration de la qualité des rejets.

Elle fixe également les critères de priorisation des établissements concernés auxquels répond l'établissement exploité par la société SIDESUP.

## **II –PRESENTATION DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT**

La société SIDESUP bénéficie pour son site d'ENGENVILLE, des actes administratifs suivants :

- l'arrêté préfectoral du 8 décembre 1971 ;
- l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1978, modifié le 9 novembre 1982 ;
- l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1979 ;
- l'arrêté préfectoral du 6 mai 1980 ;
- l'arrêté préfectoral du 24 juillet 1987 ;
- l'arrêté préfectoral du 6 juillet 1990.

Ces arrêtés ont été modifiés et complétés par l'arrêté préfectoral du 26 mars 2007.

Implantée dans une zone rurale, à environ 300 m à l'Ouest de la commune d'ENGENVILLE, la société SIDESUP occupe une superficie de l'ordre de 4,5 hectares. Elle emploie 16,5 permanents et 6 saisonniers (période de mai à fin décembre).

En 2008, la société SIDESUP a produit :

- 26 682 tonnes de pellets à partir de pulpes de betteraves sur 59 jours de fonctionnement, soit 452 t/ jour ;
- 11 481 tonnes de pellets à partir de la luzerne sur 75 jours de fonctionnement, soit 153 t/ jour.

Dans le cadre de la réduction des risques à la source, l'exploitant a réduit ou supprimé certaines activités de son établissement : suppression du stockage de fuel lourd et des appareils imprégnés aux PCB.

### **1.2. Nature et volume des activités**

Compte tenu de ces évolutions, le classement des activités actuellement réalisées sur ce site apparaissent sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

<b>Rubrique</b>	<b>Libellé de la rubrique (activité)</b>	<b>Volume</b>	<b>Régime</b>
<b>2160 – 1 a)</b>	Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables ; le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup>	<b>Volume total : 56 307 m<sup>3</sup></b> <b>Stockage de pellets :</b> magasin 1 : 3000 t (4615 m <sup>3</sup> ) ; magasin 2 : 5000 t (7692 m <sup>3</sup> ) ; magasin 3 : 11000 t (16923 m <sup>3</sup> ) ; magasin 4 : 17000 t (26154 m <sup>3</sup> ) ; magasin 5 : 600 t (923 m <sup>3</sup> ). <b>(sans changement)</b>	<b>A</b>
<b>2260 – 1</b>	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail. Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 tonnes / jour	<b>Traitement et transformation : 600 t / j</b> <b>(déclaration de l'exploitant en date du 12 mai 2009 intégrant les modifications de la nomenclature résultant du décret 2009-841 du 8 juillet 2009)</b>	<b>A</b>
<b>2260 – 2</b>	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est supérieure à 100 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW.	<b>Puissance totale : 3 931,68 kW</b> broyeurs : 2 060,24 kW ; agglomération et manutention : 1 848,44 kW 1 chaîne de conditionnement : 23 kW <b>(déclaration de l'exploitant en date du 12 mai 2009, complétée le 2 décembre 2009 et intégrant les modifications de la nomenclature résultant du décret 2009-841 du 8 juillet 2009)</b>	<b>A</b>

2910 – A1	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322 B4.</p> <p>La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde.</p> <p>Nota : La biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures, de poussières de ponçage ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat.</p> <p>L'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW.</p>	<p><b>Puissance installée totale : 56,580 MW</b></p> <p><u>Installations de combustion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 chaudière : 1530 kW (gaz naturel) ;</li> <li>- 1 chaudière : 1462 kW (fioul domestique) ;</li> <li>- 1 chaudière : 43 kW (fioul domestique) ;</li> <li>- 1 chaudière : 45 kW (pellets bois)</li> </ul> <p><u>Unités de déshydratation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 ligne 30 000 l/h : 30,5 MW fonctionnant au gaz naturel ;</li> <li>- 1 ligne 25 000 l/h : 23 MW fonctionnant à la biomasse (exclusivement bois composé uniquement de feuillus).</li> </ul> <p><b>(déclaration de l'exploitant en date du 2 décembre 2009)</b></p>	A
1530 – 2	<p>Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (<i>dépôts de</i>)</p> <p>La quantité stockée est supérieure à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p><b>Stockage de bois : &lt; 20 000 m<sup>3</sup></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plaquettes forestières : 3500 m<sup>3</sup> + stockage en silo ;</li> <li>- sciures de bois : 3 675 m<sup>3</sup> + stockage en silo ;</li> <li>- sacs de pellets bois : 300 m<sup>3</sup></li> </ul> <p><b>(déclaration de l'exploitant en date du 30 avril 2008 complétée le 2 décembre 2009)</b></p>	D
2920 – 2 b)	<p>Réfrigération ou compression (<i>installations de</i>) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10<sup>5</sup> Pa, comprimant ou utilisant des fluides ininflammables ou non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW.</p>	<p><b>Puissance totale : 120,4 kW</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>□ groupe froid : 66,4 kW ;</li> <li>□ compresseurs d'air :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 compresseurs de 22 kW,</li> <li>- 1 compresseur de 11 kW.</li> </ul> </li> </ul> <p><b>(sans changement)</b></p>	DC
1220	<p>Oxygène (emploi et stockage de l')</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t.</p>	<p><b>Quantité stockée : 57,2 kg</b></p> <p>4 bouteilles de 10,6 m<sup>3</sup></p> <p><b>(sans changement)</b></p>	NC
1412	<p>Gaz inflammables liquéfiés (<i>stockage en réservoirs manufacturés de</i>), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature :</p> <p>les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure ou égale à 6 t.</p>	<p><b>Quantité stockée : 65 kg</b></p> <p>5 bouteilles de 13 kg de propane</p> <p><b>(sans changement)</b></p>	NC
1418	<p>Acétylène (stockage ou emploi de l')</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 kg.</p>	<p><b>Quantité stockée : 28 kg</b></p> <p>4 bouteilles de 6 m<sup>3</sup></p> <p><b>(sans changement)</b></p>	NC

<b>1432 – 2</b>	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables : la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptible d'être présente représente une capacité équivalente totale inférieure à 10 m <sup>3</sup> .	<b>Capacité équivalente totale :</b> <b>0,8 m<sup>3</sup></b> $C_{eq} = 300/15 + 20/(5 \times 5)$ 1 réservoir enterré double parois : 20 m <sup>3</sup> de FOD (fioul domestique) (sans changement)	<b>NC</b>
<b>1434 – 1</b>	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) ; installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant inférieur à 1 m <sup>3</sup> /h.	<b>Débit maximum équivalent de l'installation : 0,58 m<sup>3</sup>/h</b>  1 installation de remplissage ou de distribution de fioul domestique de 2,9 m <sup>3</sup> /h  (sans changement)	<b>NC</b>

A autorisation ;

D déclaration ;

DC soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement ;

NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A.

### **III – BILAN DE FONCTIONNEMENT**

Pour son établissement d'ENGENVILLE, la société SIDESUP a adressé un bilan de fonctionnement le 21 décembre 2006.

Ce bilan de fonctionnement comporte :

- une analyse du fonctionnement de l'installation sur les 10 dernières années (conformité des installations par rapport aux prescriptions en vigueur, synthèse de la surveillance des émissions et des effets du fonctionnement des installations sur l'environnement, gestion des déchets, résumé des incidents et accidents,...) ;
- les évolutions de consommation et de flux rejetés au cours de la période décennale passée ;
- les moyens de prévention et de réduction des pollutions ;
- les mesures envisagées par l'exploitant sur la base des MTD pour supprimer, limiter ou compenser les inconvénients des installations ;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'installation.

### **IV – FONCTIONNEMENT DE L'ETABLISSEMENT**

Créée en 1970, la société SIDESUP est spécialisée dans la fabrication de pellets pour l'alimentation animale.

A partir de pulpes de betteraves surpressées, provenant de l'atelier de surpressage de la sucrerie de la Société Vermandoise Industrie de PITHIVIERS LE VIEIL, sont produites de l'ordre de 36 000 tonnes de pellets selon les campagnes. Pour la luzerne, en fonction des récoltes, sont produites environ 25 000 tonnes de pellets.

La déshydratation des pulpes de betteraves surpressées (60 % de la production) s'effectue en continu, parallèlement à la campagne sucrière, de septembre à mi-décembre. La déshydratation de luzerne est réalisée de fin avril à fin septembre, suivant les conditions météorologiques.

De plus, parallèlement à cette activité saisonnière et pour maintenir une activité industrielle viable, la société SIDESUP développe la production et le conditionnement de pellets de bois à base de sciures humides.

Pour son fonctionnement, cet établissement utilise essentiellement de l'énergie électrique, de la biomasse et du gaz naturel. De plus, les eaux du site, composées des eaux industrielles d'une part (600 m<sup>3</sup> /an) et des eaux pluviales de ruissellement des aires étanchées de l'établissement d'autre part, sont intégralement récupérées et stockées dans 2 dispositifs de rétention distincts, en vue de leur restitution au milieu naturel dans un bassin d'infiltration. Ces bassins ont les capacités suivantes :

- 2 bassins jumelés d'une capacité totale égale à 3000 m<sup>3</sup> ;
- 1 bassin d'eaux industrielles de 600 m<sup>3</sup> ;
- bassin d'infiltration de 2500 m<sup>3</sup>.

## **V – SURVEILLANCE DES EFFETS DU FONCTIONNEMENT DE L'ETABLISSEMENT SUR L'ENVIRONNEMENT**

### **5.1. Impact sur l'air**

Les principales sources de rejets atmosphériques sont :

- les sécheurs de l'unité de déshydratation de pulpes (fonctionnent en campagne de luzerne, sucrière et en période de séchage de sciures de bois) ;
- les chaudières vapeurs alimentées en gaz naturel et fuel domestique (2 chaudières) ;
- les installations de granulation et de stockage de pellets.

Comme examiné ci-dessous, les principaux rejets atmosphériques de cet établissement sont issus des installations de combustion et les activités agroalimentaires avec notamment l'installation de déshydratation et granulation des pulpes de betteraves et de luzerne visées par la directive européenne.

Après le démantèlement du stockage de fuel lourd réalisé à la fin de l'année 2008, les sources d'énergies utilisées par cet établissement sont la biomasse et le gaz naturel.

La situation de cet établissement vis à vis des dispositions réglementaires, des MTD issues des documents BREF applicables aux activités de l'établissement ainsi que les prescriptions proposées au regard de cette situation peuvent être résumées par les tableaux qui suivent :

#### **5.1.1. Installations de déshydratation**

La déshydratation s'effectue dans deux fours rotatifs dont les caractéristiques sont les suivantes :

- sécheur SET 30 000 litres PROMILL :
  - puissance thermique : 30,5 MW,
  - combustible : gaz naturel ;
- sécheur SET 25 000 litres PROMILL :
  - puissance thermique : 23 MW,
  - combustible : biomasse (exclusivement plaquettes forestières).

#### **a) Séchoir PROMILL 30,5 MW – combustible : gaz naturel**

Paramètres	AP du 26 mars 2007	AM du 2 février 1998	MTD (BREF FDM)	Analyse du 4 novembre 2008	Prescriptions proposées
Poussières	200 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 3% O <sub>2</sub>	200 mg/Nm <sup>3</sup> (art 30-18 - gaz humide)	35 - 60 mg/Nm <sup>3</sup> (gaz humide)	226 mg/Nm <sup>3</sup> sur gaz humide à 10,4 % de O <sub>2</sub>	200 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 3% O <sub>2</sub>
SO <sub>2</sub>	35 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 3% O <sub>2</sub>	300 mg/Nm <sup>3</sup> (art 27-3) si flux > 25 kg/h	-	-	35 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 3% O <sub>2</sub>
NO <sub>x</sub>	120 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 3% O <sub>2</sub>	500 mg/Nm <sup>3</sup> (art 27-4) si flux > 25 kg/h	* 70 mg/Nm <sup>3</sup>	55 mg/Nm <sup>3</sup> sur gaz humide à 10,4 % de O <sub>2</sub>	120 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 3% O <sub>2</sub>
COV totaux	-	-	50 – 600 mg/Nm <sup>3</sup>	335 mg/Nm <sup>3</sup>	150 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 3% O <sub>2</sub>

\* valeur MTD enregistrée sur gaz humide à des taux d'oxygène de l'ordre de 12%, valeur supérieure à celle prescrite

## b) Séchoir PROMILL 23 MW – combustible : biomasse

Paramètres	AP du 27 mars 2007	AM du 2 février 1998	MTD (BREF FDM)	Analyse du 3 juillet 2009	Prescriptions proposées
Poussières	200 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 6% O <sub>2</sub>	200 mg/Nm <sup>3</sup> (art 30-18)	35 - 60 mg/Nm <sup>3</sup> (gaz humide)	454 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 6% O <sub>2</sub>	200 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 6% O <sub>2</sub>
SO <sub>2</sub>	200 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 6% O <sub>2</sub>	300 mg/Nm <sup>3</sup> (art 27-3) si flux > 25 kg/h	-	9 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 6% O <sub>2</sub>	35 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 6% O <sub>2</sub>
NO <sub>x</sub>	400 mg/Nm <sup>3</sup>	500 mg/Nm <sup>3</sup> (art 27-4) si flux > 25 kg/h	* 70 mg/Nm <sup>3</sup>	124 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 6% O <sub>2</sub>	400 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 6% O <sub>2</sub>
COV totaux	-	-	50 – 600 mg/Nm <sup>3</sup>	794 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 6% O <sub>2</sub>	150 mg/Nm <sup>3</sup> rapportés sur gaz sec à 6% O <sub>2</sub>
HAP	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>	-	10. 10 <sup>-6</sup> mg/Nm <sup>3</sup>	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>
Cd	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>	-	0,005 mg/Nm <sup>3</sup>	0,03 mg/Nm <sup>3</sup>
Hg	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>	-	0,005 mg/Nm <sup>3</sup>	0,03 mg/Nm <sup>3</sup>
Tl	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>	-	0,005 mg/Nm <sup>3</sup>	0,03 mg/Nm <sup>3</sup>
Σ Cd + Hg +Tl	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>	-	0,015 mg/Nm <sup>3</sup>	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>
Σ As + Se +Te	1 mg/Nm <sup>3</sup>	1 mg/Nm <sup>3</sup>	-	0,015 mg/Nm <sup>3</sup>	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>
Pb	1 mg/Nm <sup>3</sup>	1 mg/Nm <sup>3</sup>	-	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>
Σ Sb + Cr +Co + Cu + Sn + Mn + Ni +V + Zn	10 mg/Nm <sup>3</sup>	10 mg/Nm <sup>3</sup> 5 mg/Nm <sup>3</sup> si flux >25 g/h	-	1,206 mg/Nm <sup>3</sup>	5 mg/Nm <sup>3</sup>
Dioxines & furanes	0,1.10 <sup>-6</sup> mg/Nm <sup>3</sup>	-	-	0,02.10 <sup>-6</sup> mg/Nm <sup>3</sup>	0,1.10 <sup>-6</sup> mg/Nm <sup>3</sup>

\* valeur MTD enregistrée sur gaz humide à des taux d'oxygène de l'ordre de 12%, valeur supérieure à celle prescrite

Pour les paramètres poussières, COV et métaux toxiques l'exploitant réalisera, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique permettant de définir les actions à mettre en place afin de respecter le niveau d'émission de référence correspondant à la mise en œuvre des MTD, complétée par une proposition de calendrier de mise en œuvre des actions au regard des enjeux environnementaux et de la capacité d'investissement de l'établissement.

### 5.2. Impact sur l'eau

#### 1) Dispositions relatives aux rejets aqueux

La consommation annuelle d'eau est d'environ 10 000 m<sup>3</sup> d'eau provenant du réseau communal d'eau potable.

Cet établissement réalise plusieurs opérations définies comme des MTD applicables au secteur agroalimentaire avec notamment :

- une centrifugation des eaux des laveurs d'air ;
- un pressage de la pulpe de betterave réalisé par SVI avant séchage.

Les réseaux d'eaux du site sont de type séparatif. L'exutoire final des rejets issus de ces réseaux se font par voie d'infiltration autorisé par arrêté préfectoral du 6 juillet 1990.

Dans ce cadre, l'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux industrielles et pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-après définies.

A défaut, elles sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)		
	AP 6 juillet 1990	MTD (BREF FDM)	Prescriptions proposées
DBO <sub>5</sub>	100	25	25
DCO	250	125	90
MES	50	50	30
HCT	5	10	5

## 2) dispositions relatives à la recherche de substances dangereuses dans l'eau des rejets de l'établissement

Conformément aux prescriptions de la directive cadre sur l'eau (DCE) n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 et aux dispositions nationales prises pour son application avec notamment les circulaires ministérielles des 4 février 2002 et 5 janvier 2009, cet établissement entre dans le cadre de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau.

En conséquence, à partir d'une liste de substances dangereuses établie au niveau national, à l'examen des résultats de mesures effectuées dans les rejets aqueux représentatifs du secteur d'activité de cet établissement, une surveillance des substances suivantes est prescrite dans le projet d'arrêté joint au présent rapport :

<b>INDUSTRIE AGRO ALIMENTAIRE</b> <b>Produits d'origine végétale</b>
Liste des substances : Nonylphénols, Chloroforme, Chrome et ses composés, Cuivre et ses composés, Fluoranthène, Nickel et ses composés, Plomb et ses composés, Zinc et ses composés, MES, DCO ou COT

Les prescriptions proposées permettent ainsi d'engager la phase de surveillance initiale.

Au terme de cette surveillance initiale et au regard des résultats des teneurs, la nécessité de poursuivre la surveillance et de revoir le cas échéant la liste des substances recherchées sera étudiée. Des actions de réduction, voire de suppression des rejets de substances dangereuses pourront également être prescrites à l'exploitant par la voie d'un arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R 512-31 du code de l'environnement.

## **VI – INVESTISSEMENT REALISE EN MATIERE DE SURVEILLANCE, DE PREVENTION ET DE REDUCTION DES POLLUTIONS**

La société SIDESUP a réalisé d'importants investissements ces 10 dernières années en matière de sécurité et de protection de l'environnement.

La société SIDESUP a souhaité intégrer, dans le cadre de ses économies d'énergie, une politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Aussi, elle a décidé d'opter pour le changement des combustibles fossiles fioul lourd, pour une énergie renouvelable de type biomasse. Il est à noter que cette conversion a été labellisé pôle d'excellence rurale en juillet 2006 et a également été inscrit dans le cadre de la convention ADEME – Région – Etat (contribution de l'Etat : 553 720 €, incluant les 250 000 € de l'ADEME, soit 27,44 % du plan de financement initial (conforme à l'encadrement européen des aides, lignes directrices agricoles).

En 2008, une mise en conformité des réseaux de collecte des eaux pluviales de ruissellement sur l'ensemble du site a été réalisée pour un montant de 225 k€.

## **VII – RESUME DES ACCIDENTS**

Un seul accident est à déplorer sur le site au cours de la dernière période décennale. Il s'agit d'un incendie du stockage de biomasse qui a eu lieu le 15 juillet 2007. Des mesures correctives ont été prises afin d'éviter tout retour de cet incident.



### **VIII – MESURES ENVISAGEES EN CAS DE CESSATION D'ACTIVITE**

En cas de mise à l'arrêt définitif et en application des dispositions de l'article R 512-74 du code de l'environnement et de l'article 1.5.6 du projet d'arrêté joint au présent rapport, l'exploitant est tenu d'adresser préalablement une notification à M. le Préfet à laquelle il devra joindre un dossier répondant aux dispositions des article R 512-74 et suivants.

En particulier, l'exploitant s'est engagé, compte tenu de son affectation actuelle en zone industrielle, à placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement et en particulier à procéder au retrait des matériels et installations, réaliser un diagnostic des sols et de procéder à la dépollution des sols et des eaux éventuellement pollués et insérer le site dans son environnement.

### **IX – PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de mettre à jour et compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 1990, complété le 26 mars 2007 relatives au fonctionnement de cet établissement.

Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens est joint au présent rapport pour être soumis à l'avis du CODERST conformément à l'article R.512-31 du code de l'environnement.

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à monsieur le préfet de la région Centre, préfet du Loiret – D.C.L.A. – Bureau de l'aménagement et des risques industriels – 45042 ORLEANS CEDEX.

Signé

### **Pièces jointes :**

- ***un projet d'arrêté préfectoral ;***
- ***plans de masse, de situation (repérage des points de mesures sonores) et des réseaux d'eaux.***